

La Pologne en quête d'une « entente nationale »

Le pouvoir polonais et Solidarité devaient commencer, ce mardi 17 novembre, leurs plus importants pourparlers depuis la négociation des accords de Gdansk. Après quatorze mois d'une épuisante guerre d'usure, le syndicat

indépendant, le gouvernement et aussi l'Eglise catholique vont tenter de jeter les bases d'un « modus vivendi » politique, et notamment de créer un conseil de l'« entente nationale ».

Varsovie. — L'idée d'un *modus vivendi* a été lancée par le général Jaruzelski, M. Walesa et Mgr Glemp, qui s'étaient mis d'accord lors de leur entretien du 4 novembre sur l'organisation de ces discussions. Bien que les deux premiers aient jugé prudent de ne pas participer à leur ouverture, bien que l'Eglise n'y soit pas officiellement partie prenante, leur issue déterminera

De notre correspondant
BERNARD GUETTA

largement l'autorité dont ces trois hommes disposeront demain. Le nouveau primat a dû risquer dans sa première initiative politique tout le prestige de l'épiscopat. Le premier secrétaire et le président de Solidarité ont dû passer par-dessus leurs appareils respectifs, qui sont l'un hostile, l'autre méfiant. Tous trois se sont, en allant de l'avant, condamnés à réussir.

Si une volonté d'accord existe, les conditions de sa réalisation sont encore totalement floues. Le projet du premier secrétaire exposé le 30 octobre devant la Diète est de regrouper — sur la base « des principes constitutionnels », c'est-à-dire la reconnaissance du rôle dirigeant du parti — toutes les forces du pays (dont l'Eglise et Solidarité) au sein d'un Conseil de l'entente nationale chargé d'élaborer le programme d'un front du même nom. Ce nouvel organisme prendrait ainsi la succession du Front de l'unité nationale, paravent pluraliste derrière lequel s'exerce aujourd'hui, comme dans les autres démocraties populaires, la domination de la direction du parti sur les autres organisations et mouvements légaux.

Cette domination serait évidemment beaucoup plus difficile à exercer sur l'Eglise et Solidarité, forts l'une de son autorité morale et l'autre de ses dix millions de fidèles. Dans le système politique en vigueur, le Front est la structure habilitée à établir (actuellement à avaliser) les listes des candidats aux élections. La présence en son sein de personnalités représentant de fait le syndicat et l'épiscopat pourrait

donc permettre, sans modification formelle du système, de parvenir à une représentation moins caricaturalement faussée de la population dans les différentes assemblées élues.

La revendication d'élections libres inscrites dans le programme de Solidarité grandit chaque jour dans le pays. Les élections pour les conseils du peuple (municipaux et régionaux) doivent avoir lieu en février prochain, et l'on peut prévoir que les deux partis légaux, paysan et démocrate, qui sont en pleine ébullition, refuseront de se prêter à la comédie habituelle de l'établissement des listes. Une crise politique très grave menace donc d'éclater à cette occasion que ni le présidium de Solidarité ni l'Eglise, ni encore moins le général Jaruzelski, ne souhaitent laisser se développer

(Lire la suite page 3.)

emprun
garabie



Walter Carrone

AU MUSÉE CERNUSCHI

Un long
avec Hiroshige

Le grand artiste japonais du *Ukiyo-e* a réalisé cinquante-cinq estampes inspirées par le chemin de fer Tokaido, qui reliait Edo (aujourd'hui Tokyo) à Kyoto. Cernuschi présente cette suite au

Vers la fin de l'été 1832, Hiroshige, déjà très célèbre à trente-six ans, et alors pressenti pour une grande série d'estampes par l'éditeur à la mode Hôldi, eut l'occasion de parcourir

La Pologne en quête d'une « entente nationale »

(Suite de la première page.)

Tous ces éléments plaident en faveur d'une prise en considération de la proposition du premier secrétaire par le syndicat et l'épiscopat, qui se sont d'ailleurs gardés de l'écartier a priori. Mais tout reste évidemment à négocier, car ni M. Walesa ni Mgr Giemp ne pourraient s'engager si peu que ce soit avant d'avoir la certitude que pourrait être établi un système électoral acceptable et que les hommes qui les représenteraient dans un front renoué ne seraient pas noyés et réduits à l'impuissance par les délégués des innombrables « forces sociales » que contrôle le parti. Dans cet accord d'un *modus vivendi* institutionnel, le premier secrétaire veut s'assurer au plus bas prix politique possible la caution de Solidarité et des évêques. Solidarité et les évêques veulent, eux, agrandir un pluralisme au moins partiel du pays — ce qui n'est pas du tout la même chose.

Deuxième grand problème : la mise en place de la politique d'austérité indispensable à la stabilisation de l'économie. Les dirigeants syndicaux sont prêts à accepter un blocage des salaires et un relèvement des prix de détail. Mais ils demandent pour cela que soit créé un « conseil social pour l'économie nationale » composé de personnalités qualifiées et indépendantes du pouvoir, et chargé d'assurer un « contrôle social » sur les décisions économiques du gouvernement. Ses membres devraient, dans l'esprit des syndicalistes, pouvoir accéder à tous les documents administratifs et exprimer leur avis librement à la radio et à la télévision.

Le gouvernement, de son côté, concrétisant une proposition faite aussi devant la Diète par le premier secrétaire, a annoncé lundi la création d'un « conseil social consultatif » chargé de « soutenir, par son autorité scientifique et morale » l'action entreprise par le conseil des ministres. Satisfaction a donc été donnée à Solidarité, sauf que le décret publié lundi précise que le président et les membres de ce conseil seront nommés (et donc, peut-on supposer, révocables) par le premier ministre. Le pouvoir, avant même

l'ouverture de la négociation, a donc créé là un fait accompli, qu'il va lui falloir faire accepter par ses interlocuteurs.

Troisième et dernier grand problème : l'accès des syndicats aux médias. Cette question, déjà négociée plusieurs fois sans succès, empoisonne l'atmosphère politique depuis août 1980, et Solidarité entend bien conquérir le droit de s'exprimer librement à la radio et à la télévision. Le premier secrétaire — au cours de son entretien avec M. Walesa et Mgr Giemp — s'est gardé, malgré l'insistance de ses deux interlocuteurs, de laisser voir la moindre ouverture en ce domaine — sans opposer pour autant non plus de refus catégorique. C'est sans doute là que la partie sera la plus difficile à jouer.

Les syndicats et les médias

Le général Jaruzelski, qui a eu le temps depuis sa nomination en février dernier à la tête du gouvernement de mesurer l'impulsivité des appareils du parti et de l'Etat, sait qu'il ne pourra faire appliquer aucune décision, ni surtout freiner la constante radicalisation politique du pays, sans s'entendre avec la direction syndicale et l'Eglise. M. Walesa se rend compte, et le dit, que les luttes ponctuelles ou régionales épuisent vraiment le syndicat, menacent de lasser une partie de la population, qui ne se nourrira pas éternellement d'enthousiasme. Solidarité doit en conséquence chercher un terrain d'entente avec le pouvoir. Le primat, enfin, fidèle à l'héritage du cardinal Wyszynski, soutient tout ce qui peut contribuer à apaiser la tension, à diminuer les risques d'affrontement et aussi à renforcer l'influence de l'Eglise.

Il leur reste maintenant à tous, trois à gagner leur pari : à réussir la quadrature du cercle en greffant un peu de démocratie institutionnelle sur le système, sans toucher à ce rôle dirigeant du parti, resté intouchable, même s'il n'a plus d'existence dans la pratique. Il faudra au premier secrétaire, au président de Solidarité et au primat faire montre

de plus d'autorité qu'ils n'en ont aujourd'hui en réalité.

Le parti a perdu aujourd'hui, selon les estimations les plus crédibles, un minimum de 40 % de ses membres. Ceux qui sont partis sont les partisans les plus décidés d'un changement véritable. Dans leur majorité, ceux qui restent sont soit des indécis qui suivront le vent, soit des partisans d'une reprise en main. Le comité central élu en juillet dernier est avant tout, ses réunions l'ont montré, affolé par l'éroulement du parti, et exige de pouvoir reprendre un peu confiance en son autorité. Si la politique engagée par le premier secrétaire ne porte pas les fruits qu'ils en attendent, ils prêteront tout aussi vite l'oreille aux « têtes dures ».

Beaucoup d'hommes à la direction n'acceptent les avances faites à Solidarité et à l'Eglise que parce qu'ils espèrent que l'unité du syndicat ne résistera pas aux compromis nécessaires et que l'anarchie qui s'en suivrait serait propice à leurs desseins. Leur politique est de rendre les négociations les plus difficiles possible. C'est par exemple ce qu'ont semblé vouloir faire la semaine dernière M. Olzowski, le secrétaire à la propagande, et M. Loranc, le président du comité de la radio-télévision, en déclarant irrecevables brutalement et à l'avance les revendications syndicales sur l'accès aux médias.

M. Walesa, de son côté, a de plus en plus de mal à faire taire les mouvements de colère spontanés de la base et à arrêter les grèves locales. Ses relations avec la commission nationale (le « comité central » du syndicat) sont plus mauvaises que jamais, car on ne supporte plus le peu d'empressement qu'il met à consulter les instances élues. La prochaine réunion de la commission aura lieu le 3 décembre. Il faudra que M. Walesa puisse lui présenter des résultats tangibles pour ne pas risquer une vague de critiques trop violentes. Plus grave, le président du syndicat ne peut avoir le moindre espoir de stopper la prolifération, sous le manteau protecteur du syndicat, des groupes politiques, et l'« entente nationale », si elle voit le jour, pourrait rapidement devenir une très petite entente.

Mgr Giemp, en troisième lieu, et plus généralement l'Eglise, ne bénéficie plus aujourd'hui d'une autorité politique absolue. Il est arrivé même à M. Walesa d'envoyer promener à plusieurs reprises les évêques lorsqu'ils lui donnaient des conseils de modération trop pressants. Les dirigeants locaux de Solidarité sont, la plupart du temps, encore plus réticents à se laisser dicter leur politique par l'épiscopat, qui n'est encore jamais arrivé par lui-même à empêcher une grève de démarrer ou à la stopper.

La rumeur veut que l'Eglise ait déjà choisi les laïcs qui pourraient, le jour venu, la représenter au Conseil de l'entente nationale. La chose est plausible, car il semble que l'épiscopat soit décidé, dans cette négociation, à aller un peu plus vite et avec moins de prudence que Solidarité, ce qui pourrait mettre les syndicalistes, à un moment ou à un autre, dans une situation difficile. Les autorités, pour leur part, sont déjà en train d'organiser un « groupe d'initiative », dont la mission serait de mettre en place le Conseil d'entente nationale. Les choses vont vite. Peut-être même trop vite pour éviter les malentendus.

BERNARD GUETTA.

Union soviétique

LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL

M. Brejnev se préoccupe des difficultés dans le secteur de l'alimentation

De notre correspondant

Moscou. — En affirmant, lundi 16 novembre, devant le plénum du comité central du P.C., que « le problème de l'alimentation est le problème central de tout le quinquennat », M. Brejnev a indiqué, de la façon la plus claire, la préoccupation majeure des dirigeants soviétiques au terme de la première année du onzième plan. Ce n'est pas une surprise puisque ce plan quinquennal, approuvé au début de 1981 par le vingt-sixième congrès du P.C., s'est donné pour priorité un programme alimentaire lié au développement du complexe « agro-industriel », mais c'est la confirmation des difficultés que rencontre la mise en œuvre de ce projet. M. Brejnev a dit, en effet, que la sécheresse n'est pas la seule cause des mauvaises récoltes de 1979, 1980 et 1981 (aucun

à réaliser l'objectif majeur assigné par le parti : augmenter l'efficacité de l'économie nationale, l'intensifier ».

Le Soviet suprême, qui est appelé, à partir de ce mardi 17 novembre, à ratifier, comme il a fait lundi le comité central, le plan et le budget pour 1982, ne pourra pas se dissimuler la gravité de la situation. Ses commissions permanentes, réunies en séance plénière il y a quelques jours, pour examiner le bilan des travaux des seize commissions préparatoires, n'ont pas hésité à déclarer que les mauvaises récoltes sont le résultat d'une mauvaise mise en valeur des terres et qu'il importe d'augmenter la production des produits de l'élevage, en particulier la viande et le lait, en accordant toute l'aide possible aux parcelles individuelles

Union soviétique

Pour les « Izvestia », « la contre-révolution aspire au pouvoir » en Pologne

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique, qui continue d'ignorer les négociations en cours entre le gouvernement polonais et Solidarité, reproduit en revanche fidèlement les déclarations officielles de Varsovie condamnant les activités subversives du syndicat indépendant. Au lendemain de la publication d'un communiqué du parti polonais dénonçant l'« escalade de la tension », les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, vont plus loin, en dressant un sombre tableau de la situation. « *La crise politique et économique qui s'approfondit en Pologne*, dit-on dans le « chapeau » qui précède l'article, *suscite une inquiétude croissante non seulement dans la société polonaise mais chez les amis de la Pologne.* »

Le correspondant des *Izvestia* décrit les difficultés de la vie quotidienne à Varsovie, soulignant que la production industrielle a diminué de 15 % par rapport à l'an dernier, les stocks de viande de 38 %, ceux du blé de 29 %. « *La crise en Pologne*, écrit-il, *c'est aussi une forte aggravation des contradictions dans la vie politique ; la question des questions, aujourd'hui, c'est la lutte contre la contre-révolution, qui aspire ouvertement au pouvoir...* » Le journal relève que « *les forces saines, conduites par les communistes* », intensifient leur action, de même que les contre-révolutionnaires ; ainsi, les « extrémistes » de Solidarité ont toujours recours aux grèves qui « *non seulement provoquent des pertes matérielles et une désorganisation accrue de la vie, mais servent aussi d'instruments de pression psychologique* ».

Les *Izvestia* ne critiquent pas le général Jaruzelski, mais, sans le nommer, ne retiennent de sa politique que les appels à la fermeté et non ceux à la conciliation, comme l'a fait d'ailleurs le reste de la presse ces dernières semaines. Estime-t-on à Moscou que la ligne du premier secrétaire du parti ouvrier unifié de Pologne n'est pas assez dure ? En tout cas, en mettant l'accent sur la radicalisation de la vie politique à la veille d'un plénum économique du comité central à Varsovie, le quotidien soviétique ne va pas dans le sens de l'apaisement.

THOMAS FERENCZI.

En octobre

L'ARMÉE EST INTERVENUE DANS LE CAUCASE POUR MATER DES ÉMEUTES

Moscou (A.F.P.). — L'armée soviétique a dû intervenir vigoureusement dans le Caucase pour mater des émeutes opposant diverses ethnies, a révélé jeudi 26 novembre, une source soviétique officielle.

Les incidents, d'une extrême violence, se sont produits dans la ville d'Ordjenikidze, trois cent mille habitants, dans le nord du Caucase, à environ 3 000 kilomètres au sud-est de Moscou, à la fin octobre. La presse officielle n'en a pas fait état. Il s'agit d'un nouvel épisode de longues rivalités entre deux peuplades de cette région, les Ossets et les Tchetchenes qui entrent régulièrement en conflit.

Le primat demande aux députés de rejeter le projet de loi sur les « pouvoirs extraordinaires »

Attendue depuis la session du comité central, il y a une dizaine de jours, l'épreuve de force a commencé en Pologne entre le pouvoir et Solidarité. L'enjeu en est clair : normalisation politique ou évolution du régime. Au Parlement se mène un combat feutré à

propos de la loi sur les « pouvoirs extraordinaires » dont le comité central a décidé de doter le gouvernement. L'Eglise catholique est désormais partie prenante dans cette bataille politique. Le primat vient de demander aux députés de refuser le texte qui leur est proposé.

De notre correspondant

Varsovie. — En ouvrant leur radio lundi 7 décembre au réveil, les Polonais n'en croient pas leurs oreilles. Sur ces ondes si fermement gardées par le secrétaire à la propagande, M. Olszowski, retentit la voix de M. Walesa. « Je n'ai plus d'illusions, dit-il, les choses sont allées si loin qu'il faut tout dire aux gens, leur dire quel est l'enjeu, que ce n'est rien de moins que changer la réalité. Aucun changement de système ne peut se faire sans casse. L'essentiel est d'être vainqueur. »

Ce n'est pas une émission pirate du syndicat, mais la diffusion librement décidée en haut lieu d'un enregistrement de la réunion à Radom, jeudi dernier, des dirigeants de Solidarité. La veille, le pouvoir avait fait évacuer par la force l'école des élèves pompiers en grève.

Cinq jours plus tôt, il y avait eu le plénum et sa résolution sur les « moyens extraordinaires ». La réunion est houleuse. L'atmosphère est à la contre-attaque. M. Walesa, lui, veut à la fois ne pas perdre le contrôle de son appareil et empêcher une « stupidité » — le déclenchement immédiat d'une grève.

Cela donne donc : « La confrontation est inévitable, et elle aura lieu. Je voulais y arriver par une voie naturelle, quand tous les groupes sociaux auraient été avec nous. Mais je me suis trompé dans mes calculs, parce que je pensais que nous pourrions attendre encore que ces Sejms (1), ces conseils, tombent d'eux-mêmes. Il s'avère que nous n'aboutissons nulle part avec cette tactique. »

Il explique qu'il n'a pas de désaccord de fond avec des dirigeants plus radicaux comme MM. Gwiazda et Rulewski, mais seulement des désaccords sur la méthode, car, pour eux, « il faudrait prendre immédiatement des tanks et des avions ». « Nous sommes sûrs de la victoire, mais il ne faut pas la payer trop cher », dit-il encore.

Puis il a ces phrases : « Depuis 1970, je ne crois en personne qui collabore à ce système. Ils veulent nous rouler. Ils se rendent compte que, si nous réalisons notre programme, que si nous distribuons la terre des fermes d'Etat aux paysans privés et créons des comités d'autogestion partout, nous décomposons leur système. (...)

« Dès le début, il était clair qu'on ne pouvait éviter un combat et qu'il faut choisir les moyens pour que la société le comprenne. Il ne faut pas dire à haute voix : la confrontation est inévitable. Nous devons dire : nous vous aimons, nous aimons le socialisme et le parti — et l'Union soviétique, bien sûr, — et par des faits accomplis faire notre boulot et attendre. » Il dit encore qu'il est pour une entente nationale, mais avec l'Eglise et le parti, et non pas au sein d'un front dans lequel le syndicat serait noyé.

Le vice-président de Solidarité, à

Varsovie, lui lance : « Si tu recules d'un pas, moi, personnellement, je te couperai la tête. » M. Palka, de Lodz, propose la création « de milices ouvrières organisées et armées de casques et de matraques ». M. Bujak, le président de Solidarité, à Varsovie, propose la mise en place « immédiate » d'un conseil économique et social qui serait, « en quelque sorte, le gouvernement provisoire ».

M. Rulewski, de Bydgoszcz, est lui aussi partisan de la mise en place d'un gouvernement provisoire, mais aussi d'élections anticipées dont devrait, précise-t-il, sortir une nouvelle Diète où 30% des sièges seraient assurés au POUP, 25% aux deux partis paysans et démocrate, 25% à Solidarité et le reste aux divers autres groupes politiques.

Pour M. Rulewski, il serait envisageable que l'Union soviétique accepte les garanties que pourrait lui donner Solidarité sur le maintien de ses intérêts en Pologne et notamment de ses bases militaires et de ses voies de communication, vers l'Ouest. Seul ou presque, M. Modzelewski, de Wrocław, fera remarquer que, si la fatigue et la colère de la population amènent beaucoup de gens à radicaliser et à souhaiter une « action totale », les mêmes causes produisent aussi une résignation et un désir de paix.

Un formidable battage

Vendredi matin à l'aube, les syndicalistes s'étaient mis d'accord pour une grève de vingt-quatre heures en cas d'adoption de la loi et une grève générale illimitée si elle était appliquée. En fait, le parti ayant dégainé, Solidarité a fait de même, et il est toujours temps d'essayer de ne pas tirer. Samedi, M. Walesa se rend par deux fois chez le primat pour chercher les moyens d'arrêter l'engrenage, c'est-à-dire d'empêcher par un compromis le vote de cette loi d'exception qu'ont voulu les « têtes dures ». Dimanche soir, le porte-parole du gouvernement s'en prend violemment au syndicat et assure que cette loi sera adoptée.

Lundi, éclate ce qu'on appelle aussitôt le « Radomgaie ». La radio diffuse et rediffuse l'enregistrement. La télévision le donne en voix off sur des photos de M. Walesa micro en main. Le battage est formidable. Une partie de la population (et c'est un avantage pour le pouvoir) aura probablement été effrayée d'entendre qu'une confrontation menace réellement. Une autre, peut-être aussi importante, a tout au contraire applaudi à ces phrases vigoureuses. Mais l'essentiel est ailleurs : après la publicité donnée à de tels propos, il sera extrêmement difficile aux libéraux du parti de prôner quelque compromis que ce soit avec le syndicat. C'est sans doute cela qui a été voulu.

Jeudi dernier, le présidium de la Diète a purement et simplement renvoyé son projet de loi au gouvernement en lui demandant de le « préciser ». Il s'agissait en fait de gagner du temps après que les députés catholiques, les démocrates et les sans-parti eurent dit leur opposition et que les députés paysans eurent marqué de fortes réticences. La lettre adressée lundi par Mgr Glomp aux parlementaires — et dont le texte n'est pas encore connu — pouvait dans ces conditions créer un fait nouveau, élargir le front des opposants et susciter une reprise des négociations. La nouvelle loi sur les syndicats doit être adoptée à la prochaine session de la Diète, prévue avant le 15 décembre. Cette loi réglemente strictement l'exercice du droit de grève et autorise sa suspension par le Parlement, sans mesure d'exception, pour une période de trois mois. Il y avait là une voie de compromis à explorer.

Aujourd'hui, si le premier secrétaire n'impose pas le vote sur le projet de loi d'exception, il sera dénoncé comme « faible ». S'il l'impose, il le fera contre l'Eglise, l'ensemble des députés non membres du parti et un syndicat décidé à ne pas reculer devant le risque d'une confrontation. La situation en toute hypothèse peut paraître très favorable aux « têtes dures » : ou bien les libéraux sont affaiblis ; ou bien le parti remporte l'affrontement ; ou bien encore il le perd, mais l'U.R.S.S. alors, espèrent les « durs », ne resterait pas les bras croisés.

En face, dans les rangs de Solidarité, monte chaque heure un peu plus l'envie d'en découdre une bonne fois, de montrer ce qu'est le rapport de forces et d'imposer ensuite la « finlandisation à l'envers » d'une Pologne alliée de l'U.R.S.S., mais démocratique.

Rien, on l'a vu en quinze mois, n'est jamais joué dans la crise polonaise. La situation est néanmoins grave. Le seul élément véritablement rassurant est que l'U.R.S.S. n'a pas intérêt, au beau milieu de son « offensive de paix » vers l'Europe, à une dégradation irrémédiable des choses à Varsovie.

En attendant, M. Jurczyk, dirigeant syndical de Szczecin, a été inculpé pour des propos outrageants récemment tenus contre le parti. La commission de contrôle du POUP a demandé que « les rangs du parti soient nettoyés des capitulards ». La grève des étudiants, enfin, entamée le 24 novembre, devait cesser ce mardi. Le mouvement avait été lancé pour obtenir le vote de la loi sur l'autonomie des universités et l'annulation de l'élection contestée d'un recteur de choc à Radom. La conférence des recteurs (moins de 10% de membres du POUP depuis qu'ils sont élus) a repris ces revendications à son compte, condamnant aussi l'assaut contre l'école des pompiers. Elle a convaincu ainsi les étudiants de reprendre le travail.

BERNARD GUETTA.

(1) Nom de la Diète en polonais.

Le film des événements

SAMEDI 12 DECEMBRE

20 h. 25. — Les autorités exigent l'annulation de la manifestation annoncée pour le jeudi 17 décembre, au centre de Varsovie, par « Mazowsze », section Solidarité de la capitale, dans le cadre d'une journée de protestation contre l'emploi de la force dans la solution des conflits sociaux.

22 h. — A Gdansk, la commission nationale de Solidarité décide d'organiser, avant le 15 février 1982, un référendum national ou au sein du syndicat sur l'exercice et les méthodes du pouvoir.

A Varsovie, le siège de Solidarité, « Mazowsze », est encerclé par d'importantes forces de police. Toutes les lignes téléphoniques et télex de la capitale sont subitement coupées.

DIMANCHE 13 DECEMBRE

2 h. — Le siège de « Mazowsze » est occupé par les forces de l'ordre. Les dirigeants du syndicat, M. Krzysztof Sliwinski, est arrêté.

4 h. — La milice et l'armée patrouillent dans Varsovie.

4 h. 20. — Le département d'Etat américain fait savoir qu'aucun mouvement de troupes soviétiques n'a été signalé. Le Pentagone confirmera plus tard dans la journée et précisera s'il y a des troupes américaines en Europe n'ont pas été placées en état d'alerte.

5 h. — Le général Jaruzelski, premier secrétaire du POUF, ministre et ministre de la défense, annonce à la radio que l'état de siège a été proclamé en Pologne à minuit. En même temps, le général Jaruzelski annonce que les « dirigeants extrémistes » de Solidarité ont été internés et qu'ils seront déferés en cour martiale ainsi que plusieurs dizaines de personnes responsables des erreurs commises dans les années 70. Parmi celles-ci, figure M. Edward Gierlek, ancien premier secrétaire.

6 h. 15. — Le primat de Pologne, Mgr Jozef Glemp, se rend à Casztowowa (200 kilomètres au sud-ouest

de Varsovie), où se trouve le sanctuaire de la Vierge noire de Jasna Gora.

Le primat, qui avait pris rendez-vous avec les étudiants au monastère de Jasna Gora, a été interrompu par l'armée de prière après la longue grève des milieux universitaires, devant célébrer une messe à 9 heures.

11 h. 10. — Le Conseil militaire de salut national polonais annonce la suspension des activités des syndicats a dans une proclamation diffusée par la radio.

11 h. 20. — La radio annonce qu'un programme unique de radio et de télévision « n'a été instauré et que toutes les stations régionales sont fermées. Le programme unique est assuré par des collaborateurs, désignés par les autorités, qui révisent uniformément. Tous les autres journaux, sont mis en congé.

11 h. 30. — Les fauteurs de troubles seront poursuivis avec « la dernière rigueur à partir d'aujourd'hui dimanche », annonce la radio de Varsovie.

12 h. 10. — L'espace aérien polonais est fermé au trafic international, indique un message des autorités polonaises. Un peu plus tard la compagnie polonaise LOT annule tous ses vols intérieurs et internationaux pour le lundi 14 décembre.

12 h. 20. — Tous les chefs de Solidarité qui étaient réunis à Gdansk, à l'exception de M. Lech Walesa, ont été arrêtés. Le cours de la nuit, apprend-on de source digne de foi. M. Walesa aurait été laissé libre de choisir entre la possibilité d'engager des pourparlers avec un responsable gouvernemental ou de continuer à diriger les autres dirigeants du syndicat. Le président de Solidarité aurait immédiatement entamé des conversations avec le ministre Stanislaw Ciskej, chargé des affaires syndicales.

Le couvre-feu est instauré

12 h. 40. — Le conseil des représentants des pays membres de l'OTAN se réunira lundi à Bruxelles pour procéder à une consultation entre les alliés de l'alliance atlantique et les dirigeants de Pologne.

12 h. 50. — Le couvre-feu est instauré de 22 heures à 6 heures, annonce le ministre de l'intérieur dans un communiqué diffusé à la radio.

13 h. 20. — Des blindés polonais sillonnent les rues de Varsovie. Les pays sont désormais coupés du monde.

13 h. 35. — La section Solidarité de l'usine de tracteurs d'Ursus (banlieue de Varsovie) lance un appel à la grève. Le tracteur, un tract distribué à travers les rues de la capitale.

14 h. 20. — La radio annonce que toutes les stations-service sont fermées jusqu'à nouvel ordre.

14 h. 40. — Outre l'interdiction de toutes les activités, de tout spectacle, sans autorisation spéciale, sauf pour les offices religieux, sont également interdits les grèves ainsi que le tourisme et le yachting dans la région de la mer Baltique. De plus, la Pologne doit être maintenue en permanence de leurs papiers d'identité, et les personnes ayant des fonctions vitales pour la sécurité et pour la défense civile passent sous les ordres de l'armée. Toutes les armes, y compris les armes de poing, doivent être remises aux autorités sept lundi 6 heures et il est interdit de quitter le territoire, et toute personne âgée de plus de dix-sept ans, susceptible de résister, doit être sous la sécurité de l'état ou l'ordre public, pourra être détenu pendant toute la durée de l'état de siège sur simple décision des responsables régionaux de la milice. Le séjour dans les zones frontalières est soumis à autorisation.

17 h. 20. — Le ministre de l'éducation annonce que tous les établissements d'enseignement seront fermés jusqu'à nouvel ordre à partir de lundi. Les écoles maternelles sont touchées par cette mesure.

17 h. 30. — L'Agence PAP annonce que toute la presse (quotidiens, hebdomadaires et revues) est désormais interdite d'exception des seuls organes du parti ouvert unifié et de l'armée, « Trybuna Ludu » et « Zolnier Wolnosci ».

— Le conseil de défense nationale décide de « militariser » un grand nombre de secteurs de l'économie, parmi lesquelles les transports, les postes, les communications et les sources d'énergie.

— La radio de Varsovie diffuse un communiqué du Comité national de défense polonaise déclarant que la peine de mort sera appliquée à ceux qui refuseraient de se plier aux règlements sur la militarisation des entreprises d'Etat.

18 h. 10. — La prochaine session de la Diète, prévue pour le 15 et 16 décembre, est ajournée par décision du présidium du Parlement, annonce l'agence officielle PAP.

18 h. 45. — Tous les étrangers séjourant en Pologne pourront être internés sur décision au ministère de l'intérieur si la situation l'exige, annonce la télévision.

Des incidents ont éclaté à plusieurs reprises devant le siège de Solidarité à Varsovie entre civils et forces de l'ordre qui utilisent des canons à eau.

18 heures. — Le porte-parole du gouvernement annonce aux correspondants étrangers qu'il n'est pas le droit de sortir de Varsovie — que M. Walesa n'a pas été arrêté, mais qu'il a « conversations » avec les autorités non loin de Varsovie. De source bien informée, on précise que M. Walesa a été arrêté la nuit, par avion, de Gdansk à Varsovie. On ajoute qu'un millier de personnes auraient été « internées » et non pas arrêtées.

18 h. 55. — L'Agence PAP publie la composition du conseil militaire de salut national qui dirigera désormais le pays. Dirigé par le général

Jaruzelski, il comprend seize généraux, un amiral et cinq colonels.

19 h. 30. — Mgr Glemp, dans une homélie prononcée à Varsovie, dit que « les autorités ont cessé d'être les autorités de dialogue » ; il s'engage à tout faire pour obtenir la libération des personnes arrêtées et supplie ses compatriotes d'éviter que le sang soit versé. La radio diffusera son appel à plusieurs reprises dans la soirée.

20 h. 45. — Outre le syndicat Solidarité, les organisations dont les activités sont suspendues sont le syndicat paysan Solidarité rurale, les syndicats de branches (ex-officiels) et autonomes, les organisations d'étudiants, l'Association des journalistes polonais et l'Union polonaise des chasseurs, annonce la télévision.

20 h. 55. — Les communications téléphoniques ne pourront être obtenues dans la nuit de la poste et pourront être interrompues à tout moment et si leur contenu est jugé nuisible aux intérêts de la sécurité du pays.

21 h. — Le ministre de l'intérieur demande aux Polonais de limiter « au maximum » la circulation sur la voie publique.

22 h. 15. — Le président Reagan annonce que les Etats-Unis ont clairement indiqué à l'U.R.S.S. « sa gravité avec laquelle ils considèrent toute interférence en Pologne ».

22 h. 50. — Le secrétaire d'Etat américain, M. Haig, décide de différer la visite qu'il devait effectuer en Israël et en Turquie et de regagner Washington lundi matin.

23 h. 05. — La radio de Varsovie dément que M. Lech Walesa ait été interné.

LUNDI 14 DECEMBRE

0 h. 11. — Les banques, caisses d'épargne et bureaux de poste sont fermés les 14 et 15 décembre, annonce un communiqué.

1 h. 30. — Le conseil des ministres a procédé à un examen de la situation dans les rues de Varsovie, et les services de transport en commun semblent être assurés normalement.

1 h. 45. — Les agences ont connaissance d'un appel à la grève générale lancé par un comité clandestin de cinq dirigeants de Solidarité.

6 h. 10. — Les premiers passants apparaissent dans les rues de Varsovie, et les services de transport en commun semblent être assurés normalement.

12 h. — Les agences ont connaissance d'un appel à la grève générale lancé par un comité clandestin de cinq dirigeants de Solidarité.

Tous les secteurs sous le contrôle de la ville est occupé. Varsovie (A.F.P.). — Le comité de défense nationale (KOK), a décidé de « militariser » un grand nombre de secteurs de l'économie polonaise, parmi lesquels les transports, les postes, les

TANDIS QUE LA VILLE EST OCCUPÉE

Le calme règne

Varsovie (A.F.P., A.P., Reuter). — La situation était apparemment normale lundi matin 14 décembre à Varsovie; « où tramways et autobus circulaient comme de coutume, magasins et entreprises de la capitale ne donnaient aucun signe de mouvement de grève ».

Aucun attroupement n'était signalé dans la matinée devant le siège de la section Solidarité de Varsovie, « Mazowsze », au 16-20, rue Mokotowska, où plusieurs centaines de personnes, des jeunes gens pour la plupart, n'avaient cessé de se masser dimanche, dispersés à plusieurs reprises par les forces de l'ordre.

Dans les rues de la ville, blindés, véhicules de la milice et jeeps militaires vont et viennent dans un ballet incessant mais toutefois discret, et

LE GÉNÉRAL JARUZELSKI

Le sabre et le marteau

Le général Wojciech Jaruzelski est né en 1923 dans la localité de Kurów, dans le sud-est de la Pologne. Sa famille appartenait à la petite noblesse. Plusieurs de ses parents furent arrêtés lorsque l'U.R.S.S. occupa la Pologne, au début de la deuxième guerre mondiale, et moururent en déportation. Lui-même, cependant, s'engagea dans l'armée polonaise formée en U.R.S.S. Ses origines peu prolétariennes ne l'empêchèrent pas d'amorcer, dès cette époque, une brillante carrière en Europe, à Riazan, les cours de l'École soviétique d'officiers.

En 1947, il adhère au parti. En 1960, il est nommé chef du département politique des forces armées. L'année suivante, il deviendra vice-ministre de la défense, et en 1968, ministre. Peu après, il allait être appelé au saint des saints du régime, le bureau politique, en qualité de membre suppléant (1970) et de membre titulaire (1976).

Le général-ministre eut à plusieurs reprises l'occasion de montrer qu'il se rangeait parmi les modérés. En décembre 1970, alors que l'émute grondait dans les villes du littoral de la Baltique, il s'opposa à l'usage de la force pour rétablir l'ordre. Il adopta la même attitude en août 1980 lorsque les grévistes ébranlèrent le régime. Beaucoup de Polonais respectaient cet homme sans relief. Ils croyaient qu'il était nationaliste par conviction intime et communiste par nécessité.

En février dernier, sa nomination au poste de premier ministre eut pour effet de rassurer. L'étonnement fut plus

grand encore lorsque, en octobre, M. Kania étant battu au comité central, il fut nommé premier secrétaire tout en conservant ses fonctions de chef du gouvernement et de ministre de la défense. Pour la première fois dans l'histoire des pays d'Europe de l'est, un militaire de carrière, assez peu familier, semble-t-il, de l'appareil, prenait la direction du parti communiste. Une telle promotion montrait à quel point le régime était ébranlé. De toute évidence, on voulait un chef capable de remettre de l'ordre, un sabre pour rétablir la dictature du prolétariat. Le général Jaruzelski s'en tenait pourtant à la modération qui jusqu'alors l'avait inspiré. En prenant ses fonctions de premier secrétaire, il proclama qu'il avait l'ambition d'instituer l'entente nationale et ouvrit à ce propos des négociations préliminaires avec le primat de l'Eglise catholique et M. Walesa.

Mais il ne pouvait ou ne pouvait mettre en chantier les réformes d'envergure indispensables pour que cette entente nationale entrât dans la réalité. Depuis quelques semaines, excédés des résistances qu'il rencontrait du côté, notamment, des syndicalistes, et soumis aux pressions de ses alliés, il se préparait à remettre de l'ordre, fût-ce au prix d'une épreuve de force. C'est ainsi que le général s'est résigné à employer la manière forte qu'il condamne lorsque M. Gomulka ou M. Gierlek était au pouvoir, qu'il s'est résolu — à faire le ménage —, comme les Soviétiques le demandaient depuis août 1980.

Après l'armée soviétique, les forces les plus nombreuses du pacte de Varsovie

L'armée populaire, avec ses 320 000 hommes dont 190 000 sont des conscrits, est, à l'exception de l'armée soviétique, la plus forte en effectifs de toutes les armées des pays membres du pacte de Varsovie. L'équivalent en Europe de l'Est de l'organisation militaire intégrée de l'alliance atlantique. Elle n'est, cependant, pas l'armée la mieux équipée en matériels modernes par son fournisseur soviétique, qui réserve principalement ses armements nouveaux à la République démocratique allemande.

Trois régions militaires ont été instituées en Pologne : la région militaire de Varsovie (dont le P.C. est dans la capitale), la région militaire de Silésie (dont le siège est à Wrocław) et la région militaire, e Poméranie (dont le commandement est à Bydgoszcz).

Ces trois commandements ont été autorisés sur un ensemble de l'armée de terre polonaise, qui se compose de quinze grandes unités : cinq divisions blindées équipées de 3 500 chars légers et moyens anciens T-54 et T-55 et de quatre dizaines seulement de chars lourds plus modernes, T-72. 8 divisions d'infanterie motorisée, avec des véhicules de transport de troupes OT-65 ; 1 division parachutiste et 1 division amphibie d'assaut. Cette armée de terre polonaise réunit 210 000 hommes, dont l'essentiel (environ 155 000 hommes) vient du contingent issu d'un service militaire de deux ans.

L'armée de terre polonaise est néanmoins organisée pour accueillir, lorsque le besoin de renfort se fait sentir, des unités de défense du territoire (58 000 hommes équipés de véhicules blindés) et une milice dite « citoyens » appelée communément la ligue de défense du territoire,

forte de 350 000 hommes, pour la préparation militaire de la jeunesse, qui est obligatoire, la constitution de groupes d'auto-défense et la formation idéologique de la population. Cette milice dispose de cadres d'active pour l'instruction.

En revanche, l'armée de l'air polonaise et la marine n'ont ni la même ampleur ni la même organisation de mobilisation. Avec 87 000 hommes (dont 28 000 conscrits pour un service de deux ans), l'aviation aligne jusqu'à 700 avions, dont la mission principale est l'appui aérien aux troupes au sol. La marine, avec 23 000 hommes, dont 7 000 conscrits qui font un service militaire de trois ans, met en œuvre sur la Baltique la flotte de combat la plus importante (4 sous-marins et 1 escorte), une vingtaine de patrouilleurs, une quarantaine de dragueurs de mines et une trentaine de bateaux de débarquement) de toutes les démocraties socialistes après l'U.R.S.S.

A côté de leur mission liée à la défense du pays, les forces armées polonaises ont une longue tradition d'activités de soutien à la vie économique nationale. C'est ainsi qu'elles participent aux récoltes et à de grands travaux dits d'intérêt général, comme la construction de routes, de ponts, de voies ferrées et d'usines.

Sur le sol polonais, l'Union soviétique maintient en permanence deux divisions blindées qui sont classées en première catégorie de préparation au combat, c'est-à-dire qu'elles possèdent, chacune, 75 % de personnel prêt constamment à partir et 325 chars. C'est à Legnica, à environ 350 kilomètres au sud-ouest de Varsovie, où siège le commandement de groupe nord des forces du pacte de Varsovie.

Depuis ISTH 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE CERTIFICATS SUPÉRIEURS
du 16 Janvier au 19 Juin 1982
Juridique et Fiscal 120 h
Organisation et Gestion 120 h
ISTH 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tel. : 585.59.35

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE